

REVUE DE PRESSE | Mai 2018

Sombre constat pour l'écologie politique

Publié le 28/05/2018

Par *Le Monde*

https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/05/28/sombre-constat-pour-l-ecologie-politique_5305841_823448.html

Le think tank La Fabrique écologique publie une note, à laquelle « Le Monde » a eu accès, qui met au jour une « triple rupture de l'écologie en politique ».

Se dirige-t-on vers une écologie politique sans parti écologiste ? C'est tout l'enjeu d'une note de La Fabrique écologique – un think tank transpartisan – dont *Le Monde* a eu l'exclusivité. Ce texte, qui doit être présenté mardi 29 mai lors d'une conférence de presse, s'appuie sur « *toutes les données disponibles (enquête, sondages, analyse des programmes, résultats électoraux)* ». Il revient sur « *la triple rupture de l'écologie en politique* » mise au jour à la faveur des échéances électorales de 2017. Et dresse des pistes de redressement.

Première rupture : la présidentielle a vu, pour la première fois depuis 1974, l'absence d'un candidat étiqueté 100 % écologiste. Yannick Jadot s'était, en effet, retiré au profit du candidat socialiste Benoît Hamon. Cela a conduit à la disparition des thèmes écologiques de la campagne présidentielle puis des législatives. Et ce, malgré la conversion écolo de plusieurs candidats, notamment Jean-Luc Mélenchon, qui a mis ce thème au centre de son projet. C'est la deuxième rupture. Enfin, troisième point, l'écologie n'a pas été un déterminant du vote.

Les auteurs de la note rappellent que les Français « *considèrent que les enjeux environnementaux sont importants* », mais pas essentiels, alors même que la crise environnementale bat son plein et que cette question est « *cruciale* ». La faute, selon le think tank, aux politiques publiques insuffisantes et au manque de volontarisme des dirigeants.

Quasi-disparition

Le texte est sévère sur la responsabilité d'EELV dans cette crise de l'écologie politique. Selon ses auteurs, la formation écolo est passée d'une force en dynamique à son apogée aux élections européennes de 2009 (16,28 % des suffrages contre 16,48 % pour le PS) à une situation de « *vassalité avec le Parti socialiste* » après 2012. Jusqu'à une quasi-disparition en 2017 avec le retrait de M. Jadot et l'absence de députés EELV.

Au-delà de ce sombre constat,...

Après l'élection présidentielle, 2018 représente "l'année zéro" de l'écologie politique (La Fabrique écologique)

Publié le 29/05/2018

Par *AEF-développement durable*

Dépêche diffusée avec l'aimable autorisation de l'AEF

<http://www.aef.info/abonne/depeche/586248/search/>

La Fabrique écologique analyse dans sa dernière note présentée mardi 29 mai 2018 la place de l'écologie lors de l'élection présidentielle 2017. Ses auteurs observent une triple rupture : politique, médiatique et électorale. En effet, l'écologie n'a pas eu de candidat étiqueté, a progressivement disparu au cours de la campagne – n'étant quasiment pas abordée lors des débats télévisés entre les candidats –, et n'a finalement pas été un déterminant du vote. Ainsi, cette élection a laissé l'écologie politique en ruines : "pratiquement tout est à reconstruire", affirme le think tank, pour qui l'objectif doit désormais être de construire un "récit écologiste" français, basé sur des valeurs humanistes et des causes positives et fédératrices.

"Nous en sommes à l'année zéro de l'écologie politique", analyse Géraud Guibert, président de la Fabrique écologique et membre du collectif d'auteurs de la note publiée ce 29 mai intitulée "2017, la triple rupture de l'écologie en politique".

"POLARISATION DES PROGRAMMES"

Les sept auteurs, dont le chercheur Daniel Boy ou la coprésidente de la fondation verte européenne Lucile Schmid (1), y reviennent sur l'offre électorale écologique telle qu'elle s'est présentée lors de la dernière élection présidentielle. Si l'échéance a été marquée par l'absence de candidat étiqueté écologiste (Yannick Jadot s'est retiré au profit de Benoît Hamon en février), plusieurs candidats ont fait de l'écologie une valeur forte de leur programme, notamment Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Benoît Hamon (PS).

Surtout, "une plus grande polarisation" des programmes s'est faite sur le sujet, sur quatre thématiques notamment : le mix énergétique, la fiscalité écologique, l'agriculture et l'alimentation et l'économie circulaire.

EN FIN DE CAMPAGNE, L'ÉCOLOGIE EST DEVENUE UN "NON SUJET"

Pour autant, au cours des trois derniers mois de la campagne, l'écologie s'est muée en "non sujet", affirme Géraud Guibert. Elle a été abordée quelques minutes lors des débats télévisés, et de manière "allusive voire caricaturale", poursuit-il.

Ce qui illustre pour le président de la fondation "le retard" de la sphère politique par rapport à ce qu'il se passe dans la société civile, les entreprises et les collectivités locales. D'autant plus que 39 % des Français se sont dit en 2017 "très sensibles" à l'environnement, ce qui constitue un "record historique" selon le think tank.

Quel regard des Français sur l'écologie ?

La première partie de la note revient sur le rapport des Français à l'écologie. S'ils considèrent désormais cet enjeu comme "important", et ont conscience de la nécessité d'agir, cette sensibilisation reste "centrée sur l'acte individuel au détriment de la portée collective". Portée qui impliquerait de penser un nouveau modèle économique, par exemple.

ÉCLATEMENT DU VOTE ÉCOLOGISTE

Dans un tel contexte, le vote écologiste a "éclaté". Une partie des sympathisants écologistes s'est abstenue, l'autre s'est reportée sur trois candidats : Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon et Emmanuel Macron. Et la tendance s'est confirmée quelques semaines plus tard à l'occasion des élections législatives.

Un an plus tard, "pratiquement tout reste à faire", analyse Géraud Guibert. Il appelle à enfin discuter "du fond" des sujets et à "ancrer" l'écologie dans des valeurs humanistes, mais aussi dans des causes "fédératrices et positives".

Autre défi à relever : parvenir à ce que l'écologie soit "co-construite". Cela nécessitera de trouver de nouveaux outils de dialogue environnemental, précise Géraud Guibert. L'ancien élu socialiste regrette qu'actuellement sur le terrain, les débats aient lieu dans un contexte "défensif", alors qu'ils devraient permettre de trouver des solutions.

CONSTRUIRE UN RÉCIT ÉCOLOGIQUE FRANÇAIS

Enfin, il ne faudra plus à l'avenir se contenter d'un ministre emblématique ou d'un président de la République endossant le sujet à l'international, ce qu'ont fait les présidents successifs depuis Jacques Chirac. Mais bien parvenir à structurer le champ politique autour de cet enjeu et à "construire un récit écologique français".

Un récit qui appelle de nouvelles réflexions. Car ni l'existence d'un parti politique écologique ni la prise en charge de la thématique par les partis traditionnels ne semblent constituer de solution adéquate. Pour la Fabrique écologique, il reste donc à "imaginer de nouvelles formes d'action et de représentation politique correspondant aux profondes mutations en cours de l'économie et de la société".

(1) Ont participé à la rédaction de cette note : Géraud Guibert, président de la Fabrique écologique ; Daniel Boy, directeur de recherche émérite au Cevipof, enseignant à Sciences Po ; Sylvie Ollitrault, directrice de recherche au CNRS-Sciences Politiques ; Denis Pingaud, spécialiste des questions de communication ; Odile Plichon, journaliste ; Lucile Schmid, coprésidente de la fondation verte européenne ; Bruno Villalba, professeur de science politique à AgroParisTech, membre du centre d'études et de recherche administratives politiques et sociales.

L'écologie, grand absent du débat politique

Publié le 29/05/2018

Par *La Croix*

<https://www.la-croix.com/France/Politique/Lecologie-grand-absent-debat-politique-2018-05-29-1200942794>

La fondation La Fabrique écologique dresse un état des lieux préoccupant de la place de l'écologie dans le champ politique en France.

Dans une note intitulée « 2017, la triple rupture de l'écologie en politique », présentée mardi 29 mai, La Fabrique écologique - une fondation transpartisane et collaborative - constate que la traduction des enjeux écologiques reste « *notoirement insuffisante* » sur le plan politique.

S'appuyant sur des auditions, des enquêtes, des sondages, ainsi que sur les programmes des candidats, les débats télévisés et les résultats électoraux de 2017, les responsables et experts du think tank dressent un diagnostic plutôt sombre mais formulent aussi des propositions pour tenter de « *construire un récit écologiste français* ».

Une « année zéro de l'écologie en politique »

« *Les échéances électorales de 2017 montrent dans ce domaine trois ruptures, politique, médiatique et électorale : l'absence de candidat étiqueté écologiste, la disparition de l'écologie au cours de la campagne, et le fait que l'écologie n'a pas été un déterminant du vote. Nous en sommes ainsi à une forme d'année zéro de l'écologie en politique. Pratiquement tout est à construire* », relèvent les auteurs de cette note d'une soixantaine de pages.

La question écologique est « *cruciale* », les enjeux environnementaux sont « *considérés comme importants* » mais « *moins que d'autres* », observent-ils. Parmi les raisons auscultées : « *Les préoccupations écologiques majeures sont de plus en plus globales et donc ressenties comme lointaines* » et « *les sujets environnementaux ont une représentation abstraite et sont souvent médiatisés dans l'espace public comme des problématiques à venir* ».

La « vassalité d'EELV » au PS

S'agissant de l'offre écologique en 2017, le think tank n'est pas tendre sur la « *lente descente aux enfers* » des écologistes et « *la désintégration d'Europe Écologie-Les Verts* ».

« *Bien avant l'effet Macron, la principale force écologique dans le champ politique, EELV, subit une dégradation régulière de son influence* », rappellent les auteurs de la note, l'expliquant notamment par « *la vassalité d'EELV* » au Parti socialiste et « *la difficulté des militants écologistes de gérer le rapport au pouvoir et à la gestion des compromis politiques indispensables à la coalition gouvernementale* ».

Les écologistes en mode survie

Les auteurs observent également que « *du côté des ONG, depuis la COP de Copenhague, plusieurs facteurs contribuent à un relatif affaiblissement de certaines d'entre elles* ». Ils estiment ainsi que « *la structuration altermondialiste ne joue plus le rôle moteur qui était à une époque le sien* » et qu'elles ont « *du mal à constituer un front uni comme c'était le cas lors du Grenelle de l'environnement* ». Ils estiment enfin que « *leur rôle de représentation se renforce, mais avec des résultats concrets limités*,

ce qui les handicape pour capter les expressions des radicalités contemporaines portées par la jeune génération des militants écologistes ».

« Ancrer clairement l'écologie sur des valeurs humanistes »

Pour tenter de répondre à la crise de l'écologie politique, La Fabrique écologique suggère de « *parler du fond, des priorités et des propositions, avant de se pencher sur la forme politique et le leadership* ». Selon elle, « *il s'agit d'ancrer clairement l'écologie sur des valeurs humanistes* » et « *d'engager une réflexion "éthique" approfondie, mettant davantage en évidence notre relation "intime" avec le milieu vivant* ».

Les auteurs de la note proposent « *d'admettre que l'écologie soit "co-construite" et non décidée par un groupe restreint ou en dehors de l'avis de la population* ». Ils estiment qu'il serait préférable de « *mettre en avant des causes identifiées, simples et fédératrices* », de privilégier « *l'importance de la proximité et des solutions locales* » et de s'appuyer sur « *la montée en puissance de démarches de proximité et de gestes écologistes au quotidien* ».

2017 : la campagne qui a arasé l'écologie

Publié le 30/05/2018

Par *Environnement Magazine*

<http://www.environnement-magazine.fr/politiques/article/2018/05/30/119406/2017-campagne-qui-arase-ecologie.php>

Entre la campagne présidentielle de 2007, où la majorité des candidats avait signé le pacte écologique de Nicolas Hulot, et celle de l'an dernier, l'environnement a fait un grand bond en arrière, dans le discours politique comme la couverture médiatique. Alors même que les préoccupations environnementales des Français se sont affermies. La Fabrique écologique appelle au rebond.

Le scrutin présidentiel de mai 2017 marque « l'année zéro » de l'écologie en politique, affirme La Fabrique écologique (LFE) dans une note (1) publiée le 29 mai. Ni les candidats, ni les médias n'ont brillé dans le traitement de cette thématique, « dans un contexte où le dérèglement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité posent le problème majeur de l'avenir de l'espèce humaine à long terme, qui place l'écologie en surplomb de l'ensemble des autres sujets », pointe Géraud Guibert, président de la fondation transpartisane.

Le document met en exergue « une triple rupture » :

- politique : pour la première fois depuis 1974, aucun candidat étiqueté écologiste n'était en lice.
- médiatique : le débat d'avril 2017 entre les 11 prétendants accorde à l'environnement 5 minutes sur 3h50 (2 % de la durée des échanges).
- électorale : l'environnement n'est pas un déterminant du vote.

A peine abordée avant le premier tour, l'écologie devient « un non-sujet au second, observe Géraud Guibert. C'est une anomalie grave quand cette question structurante devrait déterminer l'ensemble des politiques ».

Terre de reconquête

Outre la dispersion des écologistes en 2017, des tendances de fond expliquent la « résistance spécifique à l'écologie » en France : centralisme, conservatisme des grands corps, activités économiques marquées par le productivisme (nucléaire, agriculture), affirmation du principe « Penser global, agir local » qui ignore l'échelle nationale et complique la dimension collective de l'action. Reste qu'« au stade de l'année zéro, le champ est dégagé pour un rebond absolument nécessaire », affirme Géraud Guibert.

Refusant le fatalisme, le think-tank pluraliste croit en un « traitement politique de la question environnementale » apte à stimuler l'intérêt de l'opinion publique et donc « la capacité d'agir à tous les niveaux. » Pour preuve : dans le classement des préoccupations des Français, l'écologie n'a dépassé le chômage qu'en 2008, année de l'attribution du prix Nobel de la paix au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) et, surtout, du Grenelle de l'environnement.

Les fluctuations de l'intérêt pour le changement climatique (33 % en 2007, année du lancement des débats dans le cadre du Grenelle ; 15 % en 2011 ; 32 % en 2015, année de la COP21 à Paris) « apparaissent directement liées aux variations dans le traitement médiatique et politique de cette question », souligne LFE.

Co-construction

L'adhésion résultera de la co-construction, par exemple, « d'une réforme fiscale d'ampleur permettant l'adoption d'habitudes comportementales viables ou encore d'un infléchissement juridique significatif », suggère la fondation. Aujourd'hui, « même avec un président impliqué au plan international, un ministre talentueux et des députés convaincus, on manque à l'évidence d'un discours d'orientation précis », estime Géraud Guibert.

(1). « 2017, la triple rupture de l'écologie en politique », rédigée sur la base d'études d'opinion, de sondages, de l'analyse des programmes des candidats, d'auditions d'experts.

Décisions écologiques : beaucoup reste à faire pour les faciliter

Publié le 04/06/2018

Par *Actu-Environnement*

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/tribune-geraud-guibert-ecologie-politique-31403.php4>

Dans une note consacrée à l'écologie en politique, la Fabrique Ecologique analyse les élections présidentielles de 2017. Ces dernières marquent une rupture mais pas au profit du discours écologique. Analyse de Géraud Guibert, président du think tank.

Sur la question du glyphosate comme sur beaucoup d'autres, on le voit, les décisions de politiques publiques sur l'écologie restent difficiles en France. Du coup, les multiples initiatives prises par les citoyens, les collectivités locales, les entreprises, la société civile peinent à se démultiplier et à se généraliser, faute d'un cadre national suffisamment cohérent et efficace. Ainsi, alors que 39% des français se déclarent en 2017 « très sensibles » à l'environnement, ce qui constitue un record par rapport aux années passées, notre pays reste en retard sur de nombreux aspects de la transition écologique et énergétique.

La note que la Fabrique Écologique vient de publier, intitulée "2017, la triple rupture de l'écologie en politique" est éclairante sur plusieurs des raisons de cette situation. Issue d'un groupe de travail composé d'universitaires et de responsables du think tank, elle fait le constat, de manière objective et transpartisane, de l'absence quasi-totale de structuration du champ politique en matière d'écologie. Celle-ci est un lourd handicap : dans un contexte où les choix écologiques se heurtent souvent à différents intérêts établis, la seule présence de personnalités de talent, de convictions et fortement engagés sur ce sujet ne peut suffire.

Les échéances électorales de 2017 ont, dans ce domaine, fait apparaître trois ruptures, qu'il est nécessaire d'analyser de près pour en comprendre lucidement les fondements.

Les leçons des élections de 2017

Une rupture dans l'offre politique d'abord. Il n'y a pas eu en 2017 de candidat étiqueté « écologiste » aux élections présidentielles, alors que cela a toujours été le cas depuis 1974, pour des résultats souvent limités (entre 2 et 3%, 5,25% pour Noël Mamère en 2002). Plusieurs autres candidats ont placé l'écologie à un haut niveau dans leur programme, mais sans en faire l'axe prédominant. Les sujets écologiques, loin d'être consensuels comme en 2007 lors du pacte initié par N. Hulot, montrent de vrais divergences de programme, par exemple sur le mix énergétique, la fiscalité écologique ou l'alimentation.

Une rupture médiatique ensuite. Jamais on n'a aussi peu parlé d'écologie dans la campagne électorale. Sur la période du 10 octobre 2016 au 6 mai 2017, le journal télévisé de TF1 n'a par exemple accordé au thème de l'environnement que deux minutes de visibilité, par rapport aux 247 minutes consacrées aux autres enjeux traités sur le fond. Le « Grand Débat » entre les candidats n'aura abordé les questions liées à l'environnement que moins de cinq minutes sur... 3h50, soit moins de 2%. Seul le thème du nucléaire fait l'objet d'un bref débat. La plupart des « élites » médiatiques, comme d'ailleurs politiques, considèrent en réalité que ce sont des sujets de long terme qui ne « font » pas l'élection et qui sont éloignés des préoccupations quotidiennes, ce qui est pourtant faux.

Une rupture électorale enfin. Les sympathisants de l'écologie se sont davantage abstenus. Seulement 66% sont allés voter en 2017, contre 81% en 2012. Leurs suffrages se sont répartis sur J-L. Mélenchon (39%), B. Hamon (24%) et E. Macron (22%). L'écologie a échoué à être un déterminant du vote, ne parvenant pas à élargir l'électorat sur ce thème au-delà des seuls sympathisants.

A quand la rupture avec le productivisme

Les difficultés de l'écologie dans notre pays tiennent à plusieurs facteurs. Notre pays reste centralisé, marqué par des spécialités sectorielles qui, comme le nucléaire et l'agriculture, font une large part au productivisme. Plus généralement, une large partie des élites politique, médiatique et administrative n'a pas vraiment pris conscience de l'importance de ces sujets en matière de politique interne.

Et maintenant ? Il est évidemment souhaitable que les prochaines années soient synonymes de nouveau départ pour l'écologie en politique dans notre pays. Il n'y a pas de raison de penser qu'elle ne puisse pas un jour être au cœur d'une élection présidentielle, dessinant un nouveau clivage face au productivisme. Pour cela, il est nécessaire de ne pas se tromper de chemin, qu'il passe par un mouvement politique autonome consacré à l'écologie ou par l'écologisation des « grands » partis existants.

Construire un récit écologique français

Il s'agit d'abord de parler du fond, des priorités et des propositions, avant de se pencher sur la forme politique et le leadership. L'écologie doit s'ancrer sur des valeurs humanistes. Cela suppose d'engager une réflexion « éthique » approfondie, mettant davantage en évidence notre relation « intime » avec le milieu vivant.

Un autre impératif est de mettre en avant des causes identifiées, simples et fédératrices afin de construire un récit écologiste français. Les gens votent pour de grands systèmes de valeur, qui doivent être incarnés par des propositions, permettant d'incarner une vision. Pour les définir, l'importance de la proximité et des solutions locales doit être soulignée.

Il s'agit enfin d'admettre que l'écologie soit « co-construite » et non décidée par un groupe restreint ou en dehors de l'avis de la population. Trop souvent, la conjugaison de l'écologique, du social et de l'économique est présentée comme allant de soi, et non comme des aspects contradictoires qu'il faut dépasser. L'écologie doit s'incarner dans notre pays, ses caractéristiques, ses valeurs. Elle doit être le symbole de la modernité, de la protection, du partage, sur la base de propositions pragmatiques et concrètes débattues publiquement et soumises aux électeurs.

C'est un vaste chantier, mais indispensable si on veut faciliter les décisions publiques sur l'écologie et rattraper notre retard.

Avis d'expert proposé par Géraud Guibert, président de la Fabrique Ecologique

L'écologie politique est polluée, est-ce durable ?

Publiée le 10 juin 2018

Par *Les influences.fr*

Le think tank La Fabrique écologique explique dans une étude, la triple rupture qui a conduit à la disparition des écologistes du paysage politique en 2017.

#Politique

Les signes positifs pourtant s'accumulent. Les chiffres officiels, et valables au 31 décembre 2017, sont tombés ce mois : le bio représente désormais 20% de la production de fruits, 10% de la vigne et 6,6% en moyenne de la surface agricole utile. Huit départements dépassent 20% de surfaces en bio : Drôme, Gers, Gard, Hérault, Vaucluse, Loire-Atlantique, Dordogne et Maine-et-Loire. Et même si la défense de l'environnement est très loin derrière le peloton des préoccupations françaises, en 2017, 39% des citoyens interrogés se disaient "très sensibles" à l'environnement, un record historique.

Or cette sensibilité affirmée ne s'est pas du tout traduite dans les urnes l'année dernière. Une note d'analyse de la désaffection de l'électorat pour les écologistes a été produite et diffusée fin mai sur le site du think tank La Fabrique écologique, un groupe de réflexions dit transpartisan, fondé en 2013.

Instruite par Géraud Guibert, le président du think tank, et deux vice-présidents, Lucile Schmid et Denis Pingaud, une réflexion développée d'octobre 2017 à mai 2018 tente d'éclairer sur les raisons de la disparition de l'écologie politique du paysage français.

L'atelier de ce groupe de travail était notamment animé par Daniel Boy, directeur de recherche émérite au CEVIPOF, Sylvie Ollitrault, directrice de recherche au CNRS-Sciences Politiques, et Bruno Villalba, professeur de science politique à AgroParisTech et membre du Centre d'Études et de Recherches Administratives Politiques et Sociales. Pour faire sa pelote d'infos, le groupe a agrégé de nombreuses sources ouvertes et consulté un certain nombre d'intellectuels et d'acteurs de la dernière campagne présidentielle. En seconde lecture des notes du think tank, de nouvelles discussions se sont tenues avec Nicolas Blanc, Guillaume Duval, Marianne Greenwood, Catherine Husson-Traoré, Joël Roman, et Guillaume Sainteny.

" Il est nécessaire que l'écologie structure le champ politique au point de devenir le clivage principal des deux candidats de deuxième tour de l'élection présidentielle." La Note de la Fabrique écologique

Première rupture constatée, l'absence d'un candidat écolo à la Présidentielle, une première depuis 1974. Yannick Jadot avait fini par se retirer au profit de Benoit Hamon, candidat PS qui pour la circonstance, en fermant la grille de Solférino en débâcle, aura réalisé un score historique de super-écolo. " La deuxième nouveauté est qu'au moins deux candidats susceptibles d'atteindre le deuxième tour place l'écologie comme un des éléments structurants de leur démarche et formule dans ce domaine des priorités qui leur sont propres. C'est le cas de J-L. Mélenchon avec la planification écologique et l'inscription dans la Constitution de la règle verte, c'est-à-dire d'une « obligation de ne pas prélever davantage que ce que notre planète peut régénérer ». B. Hamon, de son côté, met fortement l'accent sur le problème des perturbateurs endocriniens, sujet important de santé publique. Les deux candidats sont favorables à la sortie du nucléaire. Dans chacun des cas, ce positionnement s'intègre dans une démarche de transformation associant les préoccupations écologiques et sociales." L'écologie politique est polarisée à gauche lors de cette élection, car troisième nouveauté,

l'absence du thème fut quasi-totale dans le positionnement de la droite républicaine. La troisième rupture, et sans doute la plus schizophrénique de l'électorat, est que l'écologie n'a pas été un déterminant de vote, contrairement aux élections précédentes.

" Il est nécessaire que l'écologie structure le champ politique au point de devenir le clivage principal des deux candidats de deuxième tour de l'élection présidentielle, analyse la note de La Fabrique écologique. Il n'y a aucune fatalité que cela ne puisse pas intervenir un jour. Les élections 2017 ont de ce point de vue été utiles : d'autres clivages que le clivage droite-gauche ont montré qu'ils pouvaient être déterminants, même si naturellement ce dernier existe encore ; des différences importantes sur l'écologie se sont exprimé entre les différents candidats." La Fabrique écologique estime que nous en sommes arrivés à "une forme d'année zéro de l'écologie", et qu'il appartient de constituer "un récit écologiste français". Les scénaristes sont mis à contribution dans un projet "coconstruit". Il faudrait peut être commencer par changer les termes soufflés par les sophistes de la com` politique.

2017, la triple rupture de l'écologie en politique

Publiée le 2 juillet 2018

Par *Consoglobe*

https://www.consoglobe.com/2017-triple-rupture-ecologie-politique-cg?utm_source=twitter&utm_medium=social

Mais où est donc passée l'écologie dans la campagne présidentielle de 2017 ? Malgré la gravité de la situation, les accords historiques de Paris en 2015 et l'intérêt des français pour le sujet (39 % se déclarent « très sensibles » à l'environnement), l'écologie est restée confinée à son statut de « question de bobos ». Quel diagnostic peut-on donc tirer de ces élections ? Décryptage avec La Fabrique Ecologique.

Des décisions écologiques difficiles à prendre

On l'a vu avec la question du glyphosate, les prises de décisions politiques sur l'écologie restent difficiles en France. Du coup, les multiples initiatives prises par les citoyens, les collectivités locales, les entreprises, la société civile peinent à se démultiplier et à se généraliser, faute d'un cadre national suffisamment cohérent et efficace.

Les enjeux environnementaux traversent la société mais manquent d'une traduction claire sur le plan politique. Résultat : les élections de 2017 ont été marquées par une triple rupture pour l'écologie : une rupture politique, électorale et médiatique.

La triple rupture de 2017

Une rupture dans l'offre politique d'abord. Depuis 1974, il y avait toujours eu un candidat étiqueté d'une manière ou d'une autre « écologiste » aux élections présidentielles. L'année 2017 marque un coup d'arrêt avec le retrait de Yannick Jadot au profit du candidat PS.

Autre grande nouveauté, deux candidats susceptibles d'atteindre le deuxième tour placent l'écologie comme un des éléments structurants de leur démarche. C'est le cas de Jean-Luc Mélenchon et de

Benoît Hamon qui ne sont malheureusement jamais parvenus à imposer ce thème dans la campagne. Enfin, 2017 est aussi marquée par l'absence quasi-totale de positionnement écologiste du candidat de la droite républicaine.

Une rupture électorale ensuite. Les sympathisants de l'écologie se sont davantage abstenus. Seulement 66 % sont allés voter en 2017, contre 81 % en 2012. Leurs suffrages se sont répartis sur Jean-Luc Mélenchon (39 %), Benoît Hamon (24 %) et Emmanuel Macron (22 %). L'écologie a échoué à être un déterminant du vote, ne parvenant pas à élargir l'électorat sur ce thème au-delà des seuls sympathisants.

Une rupture médiatique enfin. Jamais on n'a aussi peu parlé d'écologie dans la campagne électorale. Sur la période du 10 octobre 2016 au 6 mai 2017, le journal télévisé de TF1 n'a accordé au thème de l'environnement que 2 minutes de visibilité, sur 247 minutes pour l'ensemble des enjeux traités sur le fond. Seuls quelques thèmes réussissent à émerger.

Celui du nucléaire par exemple. Mais dans l'ensemble, l'environnement ne fait clairement pas partie des sujets d'intérêt de nombreux journalistes suivant les campagnes électorales. La plupart des « élites » médiatiques, comme d'ailleurs politiques, considèrent en réalité qu'il s'agit d'un sujet de long-terme peu déterminant dans une élection et éloigné des préoccupations quotidiennes, ce qui est pourtant faux.

Et maintenant, la construction d'un récit écologique

L'année 2017 est donc synonyme de nouveau départ pour l'écologie politique en France. Il n'y a pas de raison de croire qu'elle ne puisse pas un jour être au cœur d'une élection présidentielle, dessinant un nouveau clivage face au productivisme. Pour cela, il est nécessaire de repartir sur de bonnes bases.

Il s'agit d'abord de parler du fond, des priorités et des propositions, avant de se pencher sur la forme politique et le leadership. Il s'agit ensuite d'ancrer clairement l'écologie sur des valeurs humanistes. Cela suppose d'engager une réflexion éthique approfondie, mettant davantage en évidence notre relation intime avec le milieu vivant.

Il s'agit également de mettre en avant des causes identifiées, simples et fédératrices afin de construire un récit écologique français. Les gens votent pour de grands systèmes de valeurs, qui doivent être incarnés par des propositions, mais lors de la campagne électorale, ces propositions ne sont là que pour incarner une vision.

L'importance de la proximité et des solutions locales doit aussi être soulignée. Il s'agit enfin d'admettre que l'écologie soit co-construite et non décidée par un groupe restreint ou en dehors de l'avis de la population.

Écologie partout, écologistes nulle part

Publiée le 4 juillet 2018

Par *Politis*

<https://www.politis.fr/articles/2018/07/ecologie-partout-ecologistes-nulle-part-39101/>

L'écologie politique a infusé presque toute la gauche. En 2017, elle était au cœur des programmes de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon. Alors que les « écolos » semblent avoir gagné la bataille des consciences, ils sont de moins en moins audibles politiquement. État des lieux d'un paradoxe.

Certes, à la présidentielle de 2017, Benoît Hamon, candidat d'une alliance PS-Europe Écologie-Les Verts, n'a obtenu que 6,5 % des suffrages.

Était-ce l'impossible inventaire du quinquennat socialiste, le lâchage par le parti à la rose de son candidat, ou encore un vote « utile » pour la France insoumise (par ailleurs acquise à la « planification écologique »)... Chaque commentateur patenté y est allé de son analyse. Les faits parlent pourtant d'eux-mêmes ; l'écologie, en France, a essaimé partout, si bien que la question se pose : désormais au centre des discours, l'écologie politique doit-elle encore exister en tant que parti, ou s'accommoder de son influence culturelle et politique, qui va bien au-delà de son seul score électoral ? Son inscription dans la Constitution française, comme le souhaite Nicolas Hulot, pourrait même sonner comme un triomphe pour la plupart des écologistes de la première heure. Alors comment expliquer que, quel que soit leur bord, ils sont réduits au murmure, celui d'une opposition qui peine à trouver sa place, ou au sein de la majorité, en petit nombre et méprisés par les caciques de la macronie (lire [ici](#))?

« Fiasco des Verts »

Née avec les Verts, dans les années 1980, la transposition des luttes écologistes dans l'action publique peine à trouver un nouveau souffle. Dans « Qu'est-ce que l'écologie politique », paru en 2010 dans la revue *Écologie & Politique*, le philosophe et militant écologiste Jean Zin invitait ses acteurs à s'adresser à l'intelligence collective et non à convertir les âmes ; à s'extraire des questions morales et à porter de vrais projets politiques. Huit ans plus tard, il constate avec amertume : « Avec le fiasco des Verts, elle n'a plus sa place à l'échelle nationale. » Un constat que ne partagent pas ses représentants, dont le nombre a considérablement augmenté. Longtemps portées par les Verts et Génération écologie, les réflexions sur le changement climatique, la protection de la biodiversité, le lien entre l'environnement et la santé ont depuis de nouveaux porte-voix. « Les partis politiques traditionnels utilisaient ces formations comme des satellites pour s'éviter d'avoir à développer des programmes écologistes ; dans un sens, le fait qu'ils aient eux-mêmes intégré l'écologie à leurs programmes est une avancée notable », analyse Matthieu Orphelin, député de La République en marche et proche de Nicolas Hulot. Présente dans le programme du Front de gauche en 2012, centrale dans celui de la France insoumise en 2017, l'écologie est désormais le fer de lance du nouveau parti de Benoît Hamon, Génération.s ; présente au PS, dont nombre de maires parlent désormais « vélib » et écologie urbaine ; et même - dans une moindre mesure - inscrite au programme du Parti communiste. Mais face aux logiques productivistes et aux sacro-saints objectifs de croissance, la route de ces partis est longue et semée d'embûches.

« Aux États-Unis, Donald Trump dénonce l'écologie à des fins populistes, il la présente comme une entité qui empêche les Américains d'exercer leur liberté », constate Marie Toussaint, présidente de l'association Notre affaire à tous et déléguée Europe et jeunesse au sein d'EELV. Une façon habile, pour les nationalistes de tout poil - de Donald Trump à Viktor Orbán - de mettre dans le même sac écologie et capitalisme, et d'y opposer un protectionnisme national. Car le changement climatique, l'épuisement des ressources planétaires et la pollution ne reconnaissent ni les États ni leur souveraineté : ils s'imposent à tout être humain, où qu'il soit. Faire de l'écologie politique un oppresseur permet alors de décrédibiliser le combat... et de polluer à volonté. Les quelques règles et accords internationaux en la matière, obtenus au forceps lors des différents sommets, sont pourtant aisément contournables. Sans mesures coercitives, ces accords - tel celui de Paris, à l'issue de la COP 21 - n'astreignent que ceux qui souhaitent s'y tenir. Et l'écologie politique ne s'oppose pas qu'aux populismes nationaux. À l'autre bout de l'échiquier, c'est au libéralisme qu'elle s'attaque : impossible de croître et de produire toujours plus dans un monde aux ressources finies. « Nos dirigeants sont hors-sol, hors de la planète », constate Marie Toussaint. « On ne peut pas utiliser plus que ce que la planète possède », confirme Martine Billard, oratrice nationale de la France insoumise et coanimatrice du livret *Planification écologique et règle verte*. « Si l'humanité consommait autant de ressources que les Français, il faudrait 3,5 planètes », calcule-t-elle.

« Le nouveau clivage politique, ce n'est plus l'opposition gauche sociale et droite libérale, c'est celui du productivisme », analyse Géraud Guibert, fondateur du pôle écologie du PS et désormais président de la Fabrique écologique, un think-tank transpartisan. Entre croissance effrénée et décroissance souvent perçue comme régressive, les partis écologistes tentent de composer. Reste à convaincre les électeurs. Car les défenseurs de l'écologie sont formels : c'est le rapport de l'humanité tout entière à son environnement qu'il faut revoir. Sans entrer dans la dissertation de philosophie, l'idée s'articule comme suit : l'être humain a d'abord eu besoin de dompter son environnement, de le surpasser ; puis est venu le temps de prendre en compte cette nature et d'essayer d'avoir un impact réduit sur elle. Désormais, c'est une nouvelle période qui s'ouvre. « La planète peut très bien vivre sans l'homme, mais la réciproque n'est pas vraie », rappelle Marie Toussaint à toutes fins utiles. « Ce n'est pas la Terre qui est en danger, c'est la vie qu'elle abrite », abonde Jean-François Debat, qui mène le chantier « écologie » du PS. Charge à l'humanité d'assurer sa survie en préservant son environnement. « Les enquêtes d'opinion montrent qu'il s'agit d'un problème pour la majorité des Français, mais ça n'est pas une priorité », déplore Géraud Guibert. S'ils maîtrisent parfaitement la théorie, les partis politiques à tendance écologiste peinent cependant sur la pratique.

Au PCF, la révolution verte attendra

Pour les membres les plus jeunes et les plus progressistes du Parti communiste français, elle est une nécessité. Mais nombre de cadres du parti restent tiraillés entre productivisme et croissance mesurée. Multiplication des richesses pour mieux les redistribuer et rationalisation des modes de consommation. Signe de cette dichotomie, le seul élu communiste présent à l'Assemblée nationale lors du vote de l'amendement proposant l'interdiction de l'épandage de glyphosate, le député Sébastien Jumel, a voté contre.

Tout comme lui, de nombreux cadres et élus du PCF portent encore les stigmates d'une idéologie plaçant l'humain au centre. Mais pas n'importe lequel : le travailleur, l'agriculteur, le salarié. « La lutte des classes est au cœur de notre vision de l'écologie », confirme Hervé Bramy, responsable national du pôle écologie du parti. Il plaide pour la mise en place de nouveaux modes de production plus verts, initiés et concertés entre l'entreprise et ses salariés, mais pas l'arrêt des émissions polluantes. «

Aujourd'hui, on oppose l'homme à la nature, alors que ce sont les besoins des hommes qu'il faut opposer aux ressources que peut fournir la planète », analyse-t-il.

Nucléaire, OGM, principe de précaution sont autant de sujets qui clivent au sein de l'exécutif du PCF. Chose rare, ces réflexions et ces ambivalences se trouvent être en adéquation avec leurs militants. Selon une enquête menée auprès des adhérents, l'écologie n'est placée qu'en troisième position des préoccupations, loin derrière l'emploi et le pouvoir d'achat.